

Les Mères de Mai et l'action politique d'un sujet-mère contre la violence d'état

Renata Adriana de Souza*

<https://orcid.org/0009-0006-7987-852X>

Résumé : Cet article aborde la violence comme politique d'État au Brésil, à partir du témoignage de Débora Silva, fondatrice du Mouvement Indépendant des Mères de Mai, relaté dans le documentaire "Mataram nossos Filhos" (2016) (Ils ont tué nos enfants), de Susanna Lira. L'analyse d'une partie de son discours, menée à la lumière de l'analyse du discours chez Pêcheux, mobilise des concepts tels que le sujet, le témoignage de résistance, la réalité et la mémoire. Le témoignage de Débora Silva déstabilise les versions officielles, dénonce les actions de l'État et constitue un geste de résistance face à la violence dont elle a été victime.

Mots-clés : Mères de Mai. Témoignage de résistance. Violence d'État. Dispositif de racialité.

Mothers of May and the Political Action of a Mother-Subject Against State Violence

Abstract: This article discusses violence as a state policy in Brazil, based on the testimony of Débora Silva, founder of the Movimento Independente Mães de Maio (Mothers of May Independent Movement), as narrated in Susanna Lira's 2016 documentary, "Mataram nossos Filhos" (They Killed Our Children). The analysis of a segment of her speech, conducted through the lens of Pecheutian-oriented Discourse Analysis, mobilizes concepts such as subject, testimony of resistance, the real, and memory. Débora Silva's testimony destabilizes official versions, denounces the state's actions, and acts as a gesture of resistance in the face of the violence she experienced.

Keywords: Mothers of May. Testimony of resistance. State violence. Device of raciality.

Mães de Maio e a Atuação Política de um Sujeito-Mãe contra a Violência de Estado

Resumo: Este artigo discute a violência como política de Estado no Brasil, a partir do testemunho de Débora Silva, fundadora do Movimento Independente Mães de Maio, narrado no documentário "Mataram nossos Filhos" (2016), de Susanna Lira. A análise de um recorte de sua fala, realizada à luz da Análise de Discurso de orientação pecheutiana, mobiliza conceitos como sujeito, testemunho de resistência, real e memória. O testemunho de Débora Silva

* Université d'État du Centre-Ouest. Professeure au Département de Lettres de l'UNICENTRO. Membre du groupe de recherche Interfaces Langue et Littérature et vice-directrice du Laboratoire d'Études du Discours de l'UNICENTRO (LEDUNI). E-mail : rasouza@unicentro.br.



desestabiliza versões oficiais, denuncia a atuação do Estado e se configura como gesto de resistência diante da violência de que foi vítima.

Palavras-chave: Mães de Maio. Testemunho de resistência. Violência de Estado. Dispositivo da racialidade.

Introduction

Le fonctionnement d'une société est intrinsèquement lié à sa structure économique, à son cadre idéologique et à un ensemble de mécanismes et de normes institutionnels qui régulent la vie sociale. Cette configuration juridico-politique confère à l'État le statut d'appareil relativement autonome, dont le pouvoir s'exerce en grande partie par le monopole de la «violence légitime». Ce mécanisme contribue à maintenir les classes subordonnées sous le contrôle de la classe dirigeante, assurant ainsi la reproduction des rapports de pouvoir.

Au Brésil, la violence d'État frappe de manière disproportionnée les jeunes pauvres, noirs et marginalisés, conséquence directe de processus historiques de domination ancrés dans la structure juridique et politique même du pays. Moura ([1988] 2019) explique comment, depuis la période coloniale, la structure despotique en place a servi à renforcer le régime esclavagiste et à réprimer la lutte des esclaves contre la classe dirigeante. À cette fin, les appareils et les normes ont dépouillé les esclaves noirs de leur humanité, les qualifiant d'irrationnels et interprétant leurs luttes et leur résistance comme une pathologie sociale et/ou biologique. Les mécanismes de répression les ont confinés dans des espaces sociaux restreints, et tout acte d'insurrection a été combattu:

L'appareil idéologique de domination de la société esclavagiste a engendré un racisme qui perdure encore aujourd'hui. La structure de la société brésilienne étant restée essentiellement la même lors de la transition de l'esclavage au travail libre, les mécanismes de domination, notamment idéologiques, ont été maintenus et affinés (Moura, 2019, p. 46).

Cet héritage esclavagiste n'a pas été surmonté, mais plutôt reconfiguré, entretenant des pratiques de contrôle et d'exclusion actualisées dans les formes contemporaines d'action étatique. Cela signifie que le cadre juridique, politique et économique actuel a profité de l'héritage colonial et autoritaire pour perpétuer le

racisme dans notre société, instaurant un système d'exclusion et des pratiques liées à un mode de vie ancré dans l'esclavage, bien que ce régime ait été aboli politiquement et juridiquement. L'État a instrumentalisé le racisme en établissant une relation paraphrastique entre la criminalité et la population noire. Ces personnes ont été marquées comme marginalisées par la police et les groupes socialement dominants, reléguées dans des espaces sociaux de plus en plus précaires et vulnérables, où la présence policière s'exerce principalement par la répression, la violence et l'intimidation.

Ce scénario, dominé par des relations d'inégalité et de subordination, est décrit par Francilene Gomes Fernandes (2024) dans son livre *Tecendo resistências: Trincheiras contra a violência policial* (Tisser des tranchées contre la violence policière). L'auteure, décédée peu après la parution de l'ouvrage, a eu une vie marquée par la violence d'État, notamment par le meurtre d'une sœur de 17 ans par la police dans les années 1990 et la disparition forcée d'un frère en 2006. L'ouvrage présente une étude et une discussion de cette «violence légitime» perpétrée par l'appareil répressif de l'État, donnant la parole et l'écoute aux principales victimes – les habitants des périphéries – qui dénoncent les formes multiples et incompréhensibles de violence auxquelles ils sont quotidiennement exposés : autoritarisme, usage illégitime de la force, disparitions forcées et exécutions sommaires. L'ouvrage aborde également les actions de nombreux mouvements sociaux contre les politiques violentes de l'État.

C'est dans ce contexte qu'agit le Mouvement des Mères Indépendantes de Mai. Ce mouvement est né en réponse à une série d'attentats perpétrés dans l'État de São Paulo en mai 2006. Durant cette période, des centaines de jeunes civils ont été tués et d'autres sont toujours portés disparus. Dans cet article, je propose d'analyser un extrait du témoignage de Débora Silva, l'une des fondatrices du mouvement, dans le documentaire *Mataram Nossos Filhos* (2016), de Susanna Lira. Pour ce faire, j'utilise le concept de témoignage de résistance de Bethania Mariani (2021) pour analyser comment le récit d'une mère en deuil déstabilise les discours hégémoniques sur la sécurité publique et la criminalité. À partir de cette discussion, je souhaite contribuer au débat académique sur la mémoire, le témoignage et la violence d'État au Brésil contemporain.

Racialité et violence d'État

Entre le 12 et le 21 mai 2006, la ville de São Paulo et certaines municipalités de la région de Baixada Santista ont connu des épisodes de violence et de mort autorisés par l'État. L'épisode a débuté par une série d'attaques coordonnées menées par la faction criminelle Primeiro Comando do Capital (PCC) contre des fonctionnaires – policiers, gardes civils et agents pénitentiaires – en réaction au transfert de 765 prisonniers, dont ses dirigeants, vers des quartiers de haute sécurité. Ces attaques ont entraîné la mort de 59 fonctionnaires. S'en est suivie une vague d'exécutions sommaires et de massacres perpétrés par des agents de la sécurité de l'État, concentrés dans les banlieues et les favelas. Selon des organisations de défense des droits humains et des familles, ces massacres ont coûté la vie à plus de 500 jeunes civils, dont certains sont toujours portés disparus. Le gouvernement de l'État a qualifié ces violences de riposte aux attaques du PCC, légitimant ainsi les actions meurtrières des forces de police.

Cet événement extrême révèle comment la structure Étatique, en détenant le monopole de la violence dite «légitime», favorise la gestion de cette violence au sein de la société. Cela se fait par le biais d'appareils et d'institutions qu'Althusser ([1970] 1985) a appelés l'Appareil Répressif d'État (ARE) et l'Appareil Idéologique d'État (AIE). Il s'agit d'un ensemble complexe, compte tenu des relations de contradiction, d'inégalité et de subordination qui existent entre les classes.

Chez Althusser ([1970] 1985), les appareils idéologiques d'État sont des institutions et des pratiques sociales qui opèrent dans la sphère de l'idéologie (école, famille, église, médias, culture, système juridique, partis politiques, syndicats), reproduisant des significations qui maintiennent les relations de pouvoir existantes. À son tour, l'appareil répressif d'État – qui comprend le gouvernement, l'administration, les tribunaux, les prisons, l'armée, la police, etc. – établit le fonctionnement de l'État comme force d'exécution et d'intervention répressive. Alors que les AIE sont nombreux, beaucoup appartenant même au secteur privé, les ARE sont sous le commandement

central du gouvernement de l'État. Il est important de souligner que différents niveaux de répression existent selon les domaines.

Ainsi, la définition de l'État comme État de classe, existant au sein de l'appareil répressif de l'État, élucide brillamment tous les faits observables aux différents niveaux de la répression, quel que soit son domaine: des massacres de juin 1848 et de la Commune de Paris, du Dimanche sanglant de mai 1905 à Petrograd, de la Résistance, de Charonne, etc. jusqu'aux interventions les plus simples (et relativement anodines) d'une «censure» qui interdit Les Religieux de Diderot ou un ouvrage de Gatti sur Franco; elle élucide toutes les formes directes ou indirectes d'exploitation et d'extermination des masses populaires (guerres impérialistes) (Althusser, 1985, p. 64).

Les actions violentes et répressives de mai 2006 ont été ordonnées et exécutées par l'appareil d'État. Selon *Ponte Jornalismo*, elles bénéficiaient du soutien des commandants de police, de l'ancien gouverneur Claudio Lembo (1934-2025), du secrétaire à la Sécurité Publique et du Ministère Public de l'État de São Paulo. Immédiatement après les crimes, 79 procureurs ont signé une lettre de soutien aux actions policières. Cela signifie que pour gérer cette violence, l'État s'est appuyé sur les appareils idéologiques de l'État, qui ont validé les actions de l'Appareil Répressif.

Le reportage souligne également que le Conseil d'État pour les droits de l'homme (CONDEPE) a constaté que plus de la moitié des victimes étaient de jeunes hommes noirs, que 80% avaient moins de 35 ans et que seulement 6% avaient un casier judiciaire. Cet incident est considéré comme l'un des plus grands massacres de l'histoire récente du Brésil, ayant eu lieu dans des favelas et des quartiers périphériques. Ces chiffres mettent en évidence un fait, comme indiqué précédemment, inhérent à la société brésilienne: la violence d'État s'exerce de manière inégale contre les jeunes pauvres, noirs et périphériques. À cette fin, l'appareil d'État criminalise les Noirs afin de maintenir les rapports de domination existants.

À ce stade, il me semble important d'approfondir un tout petit peu cette question. À l'instar de Moura ([1988] 2019), Carneiro (2024) expose également comment la racialité noire a été produite de diverses manières, dégénérée et délinquante. Dans les documents juridiques, par exemple, le terme «vadio» (vagabond) était associé aux jeunes Noirs depuis les Ordenações Filipinas (Ordonnances Philippines), puis inséré dans le Code Pénal Impérial (1830). Les sujets passifs de ces normes étaient les jeunes Noirs réduits

en esclavage, les Métis et les Blancs vivant dans la pauvreté et échappant au contrôle de leurs maîtres. Cependant, la criminalisation et les sanctions étaient appliquées plus sévèrement aux Noirs, qu'ils soient esclaves ou affranchis.

Après l'abolition, le Code pénal de la République (1890) a institué la loi sur le vagabondage comme instrument de contrôle de l'espace social, liant explicitement la criminalisation aux pratiquants de capoeira, élargissant considérablement les sanctions par rapport au code de 1830.

Cette classification souligne le caractère symbolique de l'Abolition, promulguée le 13 mai 1888, abolissant l'esclavage, lequel serait réinstauré deux ans plus tard par la loi sur le vagabondage et ses peines de travaux forcés et de privation de liberté. Et ce, dans un contexte où la majorité de la main-d'œuvre masculine était constituée d'anciens esclaves exclus du marché du travail (Carneiro, 2024, p. 80).

Cela signifie que le terme «vagabond» a été associé aux esclaves, puis à la population noire libre, car les classes coloniales et postcoloniales au pouvoir ont compris que les jeunes Noirs hors de captivité constituaient une menace, des personnes «sans place légitime» sur le lieu de travail ou dans l'ordre social. L'appareil d'État a créé le «vagabondage» comme un dispositif juridique servant de mécanisme de contrôle social et racial. Par conséquent, Althusser ([1970] 1985) soutient que le fonctionnement de l'État comme force d'exécution et d'intervention répressive, bien qu'appartenant au domaine public, est «au service des classes dirigeantes». Le vagabondage en tant que délit n'a été annulé que par la Cour suprême fédérale (STF) en 2009.

Ce scénario démontre que, depuis la période coloniale, les textes juridiques ont instauré un régime sélectif de criminalisation et de sanction différencié entre Blancs et Noirs. Selon Borges (2018), cette logique de sélectivité juridique, réitérée au fil des siècles et consignée dans d'innombrables documents historiques, a consolidé non seulement la criminalisation de la pauvreté, mais aussi la construction de la race noire comme entité délinquante par excellence. En ce sens, la violence légitimée par l'État comme élément constitutif de la formation sociale brésilienne a été produite à partir de l'inégalité raciale comme principe organisateur. Comme le résume Borges (2018, p. 46), «dans les sociétés

contemporaines, les corps de couleur sont considérés comme tuables et jetables, des corps à contrôler».

Cette discussion trouve sa force dans l'ouvrage de Carneiro (2023). L'auteur considère le racisme comme un outil de pouvoir qui agit comme un disciplinaire, un organisateur et une structuration des relations raciales et sociales, reliant les contradictions de classe et de race. Le dispositif de la racialité aborde ainsi la manière dont le racisme fonctionne comme une tactique de pouvoir fondée sur la sélection et la garantie de la vie d'un certain segment de la population, au détriment de ceux qui doivent succomber au pouvoir de mort exercé par l'État dans son rôle de garant de la sécurité.

Je crois que la sélectivité juridique au Brésil s'exerce principalement par le biais de la racialité, qui a historiquement transformé la différence raciale en critère de criminalisation et d'exclusion. Ainsi, la racialité non seulement soutient, mais organise également la manière dont l'État répartit la violence. Autrement dit, l'appareil d'État utilise la racialité pour promouvoir sa politique de gestion de la violence. Cette politique impacte les personnes noires de manière inégale, compte tenu de la manière dont elles ont été marquées et classées tout au long de l'histoire.

L'appareil racial explique comment les crimes de mai 2006 ont été perpétrés comme une forme de gouvernementalité par l'Appareil d'État, et a également contribué à justifier l'acceptation des individus concernés comme cibles de ce modèle politique. L'image du criminel, en restant associée aux jeunes Noirs des banlieues, le rend responsable des violences urbaines. Cela a contribué à la tolérance des crimes policiers ; autrement dit, les meurtres étaient et sont destinés à protéger le «bon citoyen».

Débora Silva est l'une des victimes de cet événement extrême, à qui cet ouvrage a cherché à donner voix et audition. Son fils a été assassiné à Baixada Santista et, n'ayant pas obtenu justice à Santos, elle s'est rendue à São Paulo. Dans la capitale, au *Conselho Estadual de Defesa da Pessoa Humana de São Paulo* (CONDEPE), elle a rencontré Rose Nogueira, présidente de l'institution, journaliste, militante des droits humains et présidente du groupe *Tortura Nunca Mais* (Plus jamais de torture). Rose Nogueira était une guérilla révolutionnaire sous la Dictature Militaire-Corporative. Après avoir

rencontré Débora Silva et appris la manière dont son fils a été assassiné, la présidente du CONDEPE de l'époque lui a expliqué le combat des Mères de la Place de Mai en Argentine et celui des mères de la dictature au Brésil. Cet échange peut être considéré comme le début du mouvement indépendant des Mères de Mai, au Brésil.

En ce sens, le Mouvement Indépendant des Mères de Mai rappelle d'autres mouvements de mères au Brésil et en Amérique latine et, à l'instar de ces derniers, constitue une forme de résistance à la violence d'État. Dans ces mouvements, le sujet-mère s'engage dans la lutte pour la justice; il est ainsi mis au défi de prendre position contre la violence d'État et en faveur de la justice, tout en étant tiraillé entre la douleur, la perte et le deuil.

Les mères des victimes, leurs familles et leurs amis ont transformé cette douleur en combat, même si elle représente souffrance, indignation et nostalgie pour toutes les femmes-mères brutalement touchées depuis. Cet épisode a marqué un tournant dans la vie des familles dont les proches ont été brutalement arrachés. Pour rester lucides, elles ont été contraintes de se construire comme des femmes militantes dans la lutte pour la vérité et la justice, aboutissant à un parcours long, ardu et difficile, traversant diverses institutions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire – institutions impliquées dans la machinerie de la violence d'État. Cette machinerie repose sur les inégalités sociales et sur des formes de violence économique et extra-économique, qui servent de justification au racisme et à l'élimination des jeunes Noirs des périphéries (Fernandes, 2024, p. 143).

Les sujets-mères ont subverti leur rôle de victimes et ont transformé leur souffrance en acte politique. Malgré les inégalités et la subordination extrêmes au sein des pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire, elles ont réussi à maintenir et à renforcer le mouvement. Grâce aux luttes quotidiennes menées par ces sujets-mères, le massacre commis par des policiers sous la protection de l'État est devenu connu sous le nom de «Crimes de mai».

Pendant ces années de lutte et de résistance, le groupe s'est organisé et les femmes ont suivi une formation théorique dans des instituts et des universités. Aujourd'hui, le mouvement mène également des activités éducatives, donne des conférences, publie des livres et organise des manifestations dénonçant la politique de mort dans les favelas et les quartiers périphériques. Cependant, à ce jour, personne n'a été poursuivi ni arrêté pour les crimes commis en mai 2006.

De la douleur à la lutte: témoignage de résistance

Le Mouvement des Mères Indépendantes de Mai est constitué d'un réseau de mères, de familles et d'amis de victimes de la violence d'État. Son objectif est de lutter pour la vérité, la mémoire et la justice, en s'opposant à un système qui légitime et perpétue des politiques de violence et de mort. Comme nous l'avons expliqué, les pratiques menées par le mouvement sont très diverses. À ce stade, je souhaite donner la parole à Débora Silva et analyser ses paroles comme un témoignage de résistance.

Travailler avec le concept de témoignage de résistance revient à considérer un sujet interpellé et divisé, c'est-à-dire un sujet constitué par les effets de l'assujettissement à l'interpellation idéologique et par la «pulsation» de l'inconscient qui renvoie au sujet et au sens qu'il cherche à instaurer en lui. Dans son texte *«Il n'y a qu'une cause à ce qui échoue ou l'hiver politique français: début d'une rectification»*, Pêcheux ([1978] 2009) examine comment la cause se manifeste dans les traces inconscientes du signifiant (dans la plaisanterie, le lapsus, l'acte manqué, etc.), qui ne sont ni effacées ni oubliées et fonctionnent dans la pulsation sens/non-sens du sujet divisé.

Cela signifie que le sujet se constitue dans et par le langage, par le processus d'interpellation, mais que ce processus échoue en raison de la division de l'inconscient. Le langage est la cause de la division du sujet; par conséquent, l'identification par le signifiant produit son propre échec. Ainsi, pour Pêcheux ([1978] 2009), penser l'interpellation idéologique comme un rituel revient à reconnaître qu'il n'existe pas de rituel sans failles, puisque les manquements et les actes manqués sont des failles du rituel, un blocage de l'ordre idéologique. Mariani (2021), abordant la relation entre l'inconscient et l'idéologie dans le processus de constitution du sujet, affirme:

Un sujet interrogé et divisé, affecté par la réalité de l'histoire, dans sa matérialité contradictoire; par la réalité du langage, enregistrement de l'impossible dans le champ du langage; et par la réalité de l'inconscient, le trou irréductible à la réalité de l'histoire et à la réalité du langage. À travers les failles, les brèches ouvertes dans les processus linguistiques qui constituent la subjectivation, le sujet oscille entre la production de significations historiquement déterminées, les urgences du quotidien et l'imminence de la division toujours présente,

faisant glisser la possibilité d'un sens devenant autre à travers le non-sens, à travers le witz (Mariani, 2021, p. 122).

Le concept de sujet, tel qu'il est abordé dans l'Analyse du Discours, permet d'appréhender le témoignage de résistance dans sa dimension d'échec et de déplacement. En effet, comme nous l'avons expliqué, le sujet est constitué dans et par le langage, traversé par l'interpellation idéologique et divisé par l'inconscient, ce qui signifie que l'interpellation n'est jamais complète, laissant place à des ruptures et à d'autres significations. De ce point de vue, le témoignage de résistance, selon Mariani (2021), naît précisément de cette division : le sujet, en se racontant lui-même, aborde également, avec ses propres mots, l'historicité de la production de significations dans une formation sociale, avec ses contradictions et ses ruptures existantes. Il s'agit d'une forme de lutte contre les significations et les idéologies dominantes, compte tenu de sa fonction de récupération des significations interdites et censurées, afin de ne pas laisser oublier la violence subie.

Dans une situation d'extrême violence, le sujet est confronté à l'incompréhensible de l'histoire, et dans ce contexte, les mots ne parviennent pas à traduire l'horreur. Par le témoignage, le sujet tente de donner un sens à ce qu'il a vécu. Cependant, ces tentatives échouent, car elles sont déjà gravées dans l'inconscient. Le témoignage de résistance est une façon de tenter de rendre compte de l'incompréhensible de l'histoire.

Les formes de violence d'État et les témoignages sur les effets de cette violence, lus comme discours, ou plutôt comme discursivités dans leur parcours historique de contradictions, d'effacements et d'hégémonies, nous permettent de réfléchir sur les relations inégales d'exercice du pouvoir, d'imposition du même et d'exclusion des différences à tout prix (Mariani, 2021, p. 102).

Le témoignage des sujets-mères du Mouvement indépendant des Mères de Mai récupère des significations interdites et tues, afin de ne pas oublier les violences discriminatoires, institutionnelles et policières envers les populations pauvres, noires et marginalisées. Pour réfléchir à ce témoignage en lien avec cet événement, comme évoqué précédemment, j'ai sélectionné un extrait du documentaire *Mataram Nossos Filhos (On a tué nos enfants)*, de Susanna Lira (2016). Je souhaite tout d'abord attirer l'attention sur le titre du documentaire. En portugais et en français, compte tenu des

normes grammaticales, il s'agit d'une phrase composée d'un sujet indéterminé (mataram /On a tué); autrement dit, sa structure n'exprime pas qui est le sujet du meurtre.

Il manque quelque chose à cette structure, car s'il y a un cri de dénonciation, il y a un ou des coupables. C'est une structure qui exige un sens par rapport à l'histoire; on ne peut la concevoir comme quelque chose d'autonome, de stable ou d'organisé. Dans le documentaire, l'accusé sera exposé tout au long de la production, comme par exemple dans le témoignage de Débora Silva.

Le témoignage de Débora Silva complète le cadre jusque-là indéterminé et identifie les responsables de l'incident : l'État de São Paulo a perpétré le meurtre de centaines de jeunes, la plupart âgés de 15 à 29 ans. L'État de São Paulo est responsable du massacre. Ce cadrage linguistique de l'incident déstabilise les perceptions de ceux qui vivent dans un État démocratique régi par l'État de droit, régi par une Constitution citoyenne, un document garantissant la protection de la vie.

Mariani (2021), à propos du livre *O Discurso: estrutura ou acontecimento* (*Discours: structure ou événement*), aborde le fonctionnement des points de réalité qui impactent la matérialité discursive. Autrement dit, l'événement est propre à la structure, et par conséquent l'espace discursif n'est pas logiquement stabilisé. On peut dire que l'événement «Crimes de mai» impacte et déstabilise la structure linguistique, car le sujet-mère, en dénonçant le meurtre de son fils et la violence de l'État, produit un mouvement de significations, confrontant la réalité de l'histoire. À ce stade, sens et non-sens se matérialisent dans le processus de signification.

La dénonciation de l'État se retrouve dans les témoignages d'autres mères du documentaire. L'auteur des violences est le même : l'État. Les formes de cruauté associées aux morts sont multiples et exposées dans chaque témoignage. Ce sont des récits singuliers qui s'entremêlent, remettant en question la version officielle de l'État, qui cherchait à légitimer le massacre, et donc la réalité historique. Ainsi, les témoignages des Mères de Mai construisent ce que Mariani (2021) appelle le *memoriável* (mémorable).

L'enregistrement mémorable renvoie à la rencontre entre la réalité de l'histoire, celle du langage et celle de l'inconscient. La fonction énonciative du mémorable consiste

à matérialiser une singularité du souvenir, marquée par la difficulté de mettre des mots sur sa rencontre avec le réel, un effort de symbolisation. Contrairement au concept de mémorable, qui aborde la temporalité d'un événement – c'est-à-dire qu'il extrait du passé quelque chose de mémorable – la mémorabilité est liée à la singularité vécue, reliant la vie personnelle à un événement historique donné. Cependant, ce processus est marqué par la tension entre se souvenir et oublier, un dire marqué par l'incomplétude inhérente au langage. L'inscription d'un événement mémorable dans l'histoire revêt une importance capitale compte tenu de la violence de l'événement qui a provoqué la disjonction, la désarticulation ou la discontinuité dans le champ sociopolitique.

Les mots de Débora Silva laissent transparaître une part de subjectivité lorsqu'elle raconte l'extrême violence qu'elle a subie: «J'ai perdu mon fils; c'était un massacre qui a eu lieu dans l'État de São Paulo; l'État de São Paulo a vu plus de 600 jeunes assassinés». Ces mots marquent un moment historique mémorable, car le récit de la violence d'un événement historique est étroitement lié à la vie personnelle du sujet-mère. Dans cet auto-rapport, on retrouve le récit d'une historicité qui a mis à mal la condition humaine et l'État de droit démocratique: «Le témoignage témoigne du malaise et de l'impuissance dans lesquels se trouve le sujet après avoir été confronté à la réalité de l'événement» (Mariani, 2021, p. 72).

Ce témoignage, en rendant visible la politique de violence – «l'État de São Paulo a assassiné plus de 600 jeunes», expose le fonctionnement de l'appareil d'État dans la gestion de cette «violence légitime». Cette question est approfondie dans un rapport produit par les Mères de Mai elles-mêmes, intitulé *Vozes da dor, da luta e da resistência das mulheres/mães de vítimas da violência de estado no Brasil* (Assumpção et al., 2024). (Voix de douleur, de lutte et de résistance des femmes/mères de victimes de la violence d'État au Brésil). Ce document aborde l'État comme une unité politique dont la constitution est précisément déterminée par la manière dont il organise et distribue la violence. Cela signifie que l'État, ses agents et ses institutions sont des facteurs déterminants des conditions de vie dans notre structure sociale capitaliste. Cependant, les relations d'inégalité établies servent à définir quels groupes sociaux bénéficieront de la protection de l'État et lesquels seront la cible de la répression.

Comme expliqué précédemment, l'organisation de la violence par l'État n'est pas uniforme. Le système racial a fait de la différence raciale un critère de criminalisation et d'exclusion, qui est ensuite devenu un principe organisateur de la violence d'État, faisant des populations noires et périphériques les principales cibles de la répression. La majorité des victimes des crimes de mai étaient des personnes noires, ce qui témoigne de la persistance de conditions hégémoniques remontant à la période coloniale, lorsque la racialité a été instituée comme facteur de contrôle et de ségrégation, séparant les espaces physiques des dominants et des dominés.

Dans ces conditions, le lieu naturel du sujet noir est devenu les quartiers d'esclaves, les favelas, les taudis, etc. Cette division raciale de l'espace, comme l'analyse Gonzalez (2022), a eu pour conséquence que la présence policière a été associée de manière permanente à la répression, à la violence et à l'extermination, ces territoires étant historiquement définis comme des lieux de criminalité. Ce processus renforce la relation paraphrastique établie tout au long de l'histoire entre la criminalité, la jeunesse noire et les communautés périphériques.

Dans cet espace administratif, des coercitions logico-disjonctives ont également été instaurées, comme l'observe une citation de Gonzalez (2022, p. 22): «Selon la police, toute personne noire est marginalisée jusqu'à preuve du contraire». Ces propos confrontent la réalité historique, déstabilisant le récit d'un Brésil post-abolitionniste, configuré et vivant sous une prétendue «démocratie raciale». Au contraire, ils entrent en résonance avec un projet de marginalisation étatique établi par l'appareil racial, selon lequel le corps noir doit être contrôlé et, si nécessaire, violé, exterminé. Ce type de discours ouvre une fissure dans notre histoire, car il a contribué à légitimer le massacre des personnes pauvres et noires et, dans le même temps, à justifier les actions de l'appareil répressif au nom de l'ordre et de la sécurité. Il en résulte que les secteurs pauvres et racialisés restent les principales cibles des politiques et pratiques violentes et répressives.

Les significations qui résonnent dans les propos de Gonzalez (2022) corroborent le récit de Débora Silva: «Bien plus de personnes ont été tuées en mai que pendant la dictature militaire. La dictature a duré 21 ans, et les crimes de mai ont duré une semaine.

Ces crimes n'ont été étouffés que par la Coupe du monde». Le souvenir de la dictature militaire-corporatiste ancre ces déclarations et fait référence à la violence, à la mort et à la disparition comme des pratiques existant en période d'exception. Cependant, d'autres significations sont également produites, puisque «Bien plus de personnes ont été tuées en mai que pendant la dictature [...]» – le fonctionnement du mémorable rappelle un souvenir de la dictature et produit un mouvement de significations en révélant que les pratiques de cette période existent toujours, et sous une forme plus élevée.

Selon le site web *Ponte Jornalismo*, durant les neuf jours du massacre, 505 personnes ont été tuées et quatre victimes de disparition forcée, soit un total supérieur aux 434 personnes tuées et disparues durant les 21 années de la dictature militaire-corporatiste au Brésil (1964-1985). On peut dire que le discours de Débora Silva produit un récit mémorable des Crimes de Mai, et la singularité exprimée matérialise la rencontre d'une mémoire et d'un présent (Pêcheux [1983] 2006, p. 17), faisant référence aux conditions de vie et à la gestion de la violence dans les espaces appauvris et racialisés.

La gestion de la violence liée aux crimes de mai a également permis de contrôler les significations associées à cet événement. Ces crimes ont été réprimés par la Coupe du monde de 2006. Outre la mort de leurs enfants, les mères ont subi un mépris et une négligence absolus de la part des Systèmes de Sécurité et de Justice, qui n'ont pas répondu à leur quête de justice. Dans ce contexte, leur lutte est soumise à des rapports d'inégalité et de subordination, dans un contexte de violence aggravée par des violences de genre, de race et de classe sociale, du fait qu'elles sont des femmes, noires, pauvres et issues de quartiers périphériques.

Le travail des Mères de Mai, leur manière de s'organiser pour aider d'autres femmes dans la même situation, leur façon de questionner, de dénoncer et de lutter contre les significations dominantes et les versions officielles, constituent des formes de résistance. Selon Ferreira (2015), la résistance se manifeste à l'intérieur de l'histoire (son moteur – la lutte des classes) et à l'intérieur du sujet (son moteur – l'inconscient). Face aux contradictions de la réalité historique, les sujets-mères surgissent dans la lutte des classes, s'organisent et témoignent en signe de résistance. Dans leur quête pour mettre des mots sur l'indicible, elles se heurtent au manque, à l'impossible, étant donné que les

mères-sujets ont survécu au massacre. Cependant, il y a le vide de celles qui n'ont pas survécu, des enfants assassinés.

L'événement historique des Crimes de Mai a engendré un mouvement de lutte contre l'État. Au cœur des combats menés, le sujet-mère a dû apprendre à faire face à la douleur, à la perte et à l'injustice. À propos de ce type de lutte, nous pouvons nous référer aux mots de Mariani (2021, p. 75): «Dans des témoignages de cette nature, l'antonyme de l'oubli ne serait pas la mémoire, mais plutôt la justice». Analyser le témoignage de résistance, c'est considérer un événement singulier dans le langage et, comme nous l'avons déjà expliqué, cela implique le réel du langage, le réel de l'histoire et le réel de l'inconscient.

Quelques considérations

Dans l'Analyse du Discours, le sujet se constitue dans et par le langage, mis à l'épreuve par l'idéologie, divisé et soumis à la fois à l'inconscient et aux circonstances historiques et sociales qui le façonnent. Ces circonstances historiques et sociales peuvent perturber le pacte démocratique établi par l'État de droit, obligeant le sujet à se confronter à la réalité, à l'absence et au non-sens. Face à un événement extrême, pourtant perçu comme légitime, le sujet, en parlant des violences subies, produit un témoignage comme un geste de résistance, déstabilisant les versions officielles et donnant voix à l'indicible.

Dans le cas analysé ici, le témoignage des Mères de Mai révèle comment la violence d'État opère par le biais de la racialisation, légitimant l'extermination des jeunes Noirs des communautés périphériques. En niant la version officielle, qui cherchait à lier les attentats au *Primeiro Comando da Capital* (PCC), le mouvement s'attaque à la sélectivité de la répression étatique et dénonce les contradictions d'un État qui se présente comme garant de la loi, mais qui produit et entretient des pratiques d'extermination.

On peut dire que la lutte des mères au sein du mouvement «exerce une pression sur la réalité historique et ouvre des fissures dans les versions officielles qui cherchent à en stabiliser les failles et les contradictions» (Mariani, 2019, p. 278). Le témoignage des Mères de Mai, les discursivités produites, ont signifié l'événement comme les Crimes de Mai, faisant entendre les contradictions, le silence et les rapports de pouvoir établis, révélant les relations d'inégalité et de subordination existantes.

Références

ASSUMPÇÃO, Raiane Patrícia Severino *et al.* **Vozes da dor, da luta e da resistência das mulheres/mães de vítimas da violência de estado no Brasil**. São Paulo: Universidade Federal de São Paulo, 2024.

BORGES, Juliana. Mulheres Negras na Mira. **Sur** - Revista Internacional de Direitos Humanos, São Paulo, v. 15, n. 28, p. 45-53, 2018. Disponível em: <https://sur.conectas.org/wp-content/uploads/2019/05/sur-28-portugues-juliana-borges.pdf>. Acesso em: 7 jul. 2025.

BRUM, Eliane. **Brasil, construtor de ruínas** – Um olhar sobre o país, de Lula a Bolsonaro. Porto Alegre: Arquipélago Editorial, 2019.

CARNEIRO, Sueli. **Dispositivo de racialidade**: a construção do outro como não ser como fundamento do ser. Rio de Janeiro: Zahar, 2023.

FERNANDES, Francilene Gomes. **Tecendo Resistências**: trincheiras contra a violência policial. São Paulo: Cortez, 2024.

GONZALEZ, Lélia. O Movimento Negro na Última Década. In: GONZALEZ, Lélia; HASENBALG, Carlos. **Lugar de negro**. Rio de Janeiro: Zahar, 2022.

LEANDRO FERREIRA, Maria Cristina. Resistir, resistir, resistir... Primado prático discursivo! In: SOARES, Alexandre Ferrari *et al.* (org.). **Discurso, Resistência e...** Cascavel: EDUNIOESTE, 2015.

MARIANI, Bethania. **Testemunho de Resistência e Revolta**: um estudo em análise do discurso. Campinas: Pontes Editores, 2021.

Revista Investigações, Recife, v. 38, n. 2 – Dossiê: Análise materialista do discurso: Michel Pêcheux, presente, e268747, 2025. Universidade Federal de Pernambuco. ISSN Digital 2175-294x

MARIANI, Bethania. “Mas nessa luta se aprende. Se aprende muitíssimo”. Testemunho de resistência. Memória. In: ADORNO, Guilherme *et al* (org.). **O discurso nas fronteiras do social**: uma homenagem à Suzy Lagazzi. Campinas: Pontes Editores, 2019. Vol. 2.

MOURA, Clóvis. **Sociologia do Negro Brasileiro**. São Paulo: Perspectiva, 2019.

PÊCHEUX, Michel. Só há causa daquilo que falha ou o inverno político francês: início de uma retificação. In: PÊCHEUX, Michel. **Semântica e discurso**: uma crítica à afirmação do óbvio. Traduzido por Eni Pulcinelli Orlandi, Lorenço Chacon J. filho, Manoel Luiz Gonçalves Corrêa e Silvana M. Serrani, 4. ed., Campinas: Editora da Unicamp, 2009 [1978], Anexo III, p. 269-281.

PÊCHEUX, Michel. **O discurso**: estrutura ou acontecimento. Traduzido por Eni Pulcinelli Orlandi, 4. ed., Campinas: Pontes, 2006

RAMOS, Beatriz Drague. Crimes de Maio de 2006: o massacre que o Brasil ignora. **Ponte Jornalismo**, 2021. Disponível em: <https://ponte.org/crimes-de-maio-de-2006-o-massacre-que-o-brasil-ignora/>. Acesso em: 1 set. de 2023.

Recebido em 17/11/2025.

Aprovado em 17/11/2025.